



DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION – DIVISION DES APPLICATIONS DE GESTION

**MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE
POUR LA TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DU
SYSTÈME D'INFORMATION COMPTABLE ET DES
APPLICATIONS DE PAIE (SAP) DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE**

ACCORD-CADRE N° 25M061

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

SOMMAIRE

1. CONTEXTE ET OBJET DE L'ACCORD CADRE	3
1.1 Contexte	3
1.2 Objet du marché	3
2. DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS	4
2.1 Relations entre les deux parties	4
2.1.1 Représentant de l'Assemblée nationale	4
2.1.2 Représentant du titulaire	4
2.2 Équipe du titulaire	4
2.2.1 Généralités	4
2.2.2 Règles de séniorité	5
2.3 Pilotage des prestations	5
2.4 Modalités de vérification des prestations du marché	7
2.5 Lieux d'exécution des prestations	7
2.6 Accès aux locaux	7
2.7 Hygiène et sécurité	7
3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	8
3.1 UO 1 : Assistance à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et au suivi de la procédure de consultation	8
3.2 UO 2 : Assistance au suivi des procédures de passation et au dépouillement des offres des soumissionnaires	8
4. DELAIS D'EXECUTION DE L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUES	10
4.1 Calendrier prévisionnel	10
4.2 Livrables attendus et délais	10
4.3 Modalités de commande communes à l'ensemble des UO	11
5. ANNEXE 1 –DCE DU MARCHE EN COURS	12

1. CONTEXTE ET OBJET DE L'ACCORD CADRE

1.1 Contexte

L'Assemblée nationale utilise l'ERP¹ SAP pour ses systèmes d'information de comptabilité depuis 2002, pour la gestion des ressources humaines (gestion administrative, paie, gestion de prêts, gestion des assurances-décès), depuis 2005. La perspective de l'abandon par SAP, à l'horizon 2027, de la version actuelle ECC6 de son ERP, a conduit l'Assemblée nationale à entamer la migration vers la nouvelle version S4/HANA2.

Le périmètre des applications SAP regroupe, outre l'ERP, les logiciels IDM et GRC pour les SI de gestion des identités et d'authentification unique, de gestion des risques et conformité, BW et Business Objects en tant qu'outils décisionnels, Solution Manager pour la gestion de maintenance et Process Orchestration pour certaines interfaces des applications SAP. La tierce maintenance applicative est assurée via l'accord-cadre 2020AN-16 organisé en trois lots (SIC, SI RH et noyau technique), notifiés le 4 novembre 2021 et prenant fin le 3 novembre 2026, attribués à trois prestataires distincts.

L'Assemblée nationale souhaite relancer en 2026 une consultation par la voie de l'appel d'offres ouvert pour contractualiser avec plusieurs acteurs du marché permettant d'assurer la tierce maintenance applicative des différents systèmes, a priori selon la même organisation que l'accord-cadre en cours.

Dans ce cadre, l'Assemblée nationale souhaite être accompagnée d'une assistance technique qui assurera un rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage. C'est cet accompagnement qui est l'objet de la présente consultation.

Le titulaire, dans sa mission d'assistance au maître de l'ouvrage, doit assister l'Assemblée nationale dans le déroulement de la procédure d'appels d'offres, notamment pour l'analyse et l'évaluation des offres ; afin de préparer cette analyse, il participera également à la rédaction des pièces de consultation du futur marché.

La mission fera l'objet de deux bons de commande désignés UO1 et UO2. Le premier relatif à l'unité d'œuvre n°1 (UO1) fera l'objet d'une commande dès la notification du marché.

1.2 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la contractualisation avec plusieurs acteurs du marché pour assurer la tierce maintenance applicative des applications SAP telles que décrites *supra*.

Le marché se compose des prestations suivantes :

<i>Assistance à la passation du futur marché</i>	
<i>UO1</i>	<i>Assistance à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et des réponses aux questions posées par les entreprises pendant la phase de consultation</i>
<i>UO2</i>	<i>Assistance au suivi de la procédure de passation et au dépouillement des offres des soumissionnaires</i>

¹ ERP : Enterprise Resource Planning, ou Progiciel de Gestion Intégrée.

² La base HANA est déjà déployée en tant que base de données de la version ECC. Une conversion vers S4/HANA (« *brownfield* ») est en cours et devrait être achevée avant l'échéance de l'accord-cadre 2020AN-16.

2. DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS

2.1 Relations entre les deux parties

2.1.1 Représentant de l'Assemblée nationale

Au sein de la direction des Systèmes d'information (ci-après DSI) de l'Assemblée nationale, sous l'autorité du directeur, le chef de la division des Applications de gestion et son adjoint, également responsable du centre de compétences SAP (CCSAP) de la DSI, assurent le suivi du présent accord-cadre, conjointement avec le chef du Département technique.

2.1.2 Représentant du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un responsable chargé du suivi administratif et technique du marché, interlocuteur principal de l'Assemblée nationale, mandaté pour agir en son nom dans le cadre de l'exécution du marché et conduire l'exécution des prestations.

À défaut d'une telle désignation, le signataire du présent accord-cadre sera reconnu comme seul compétent pour émettre des avis et traiter avec le représentant de l'Assemblée nationale.

Si la personne physique désignée pour assurer la prestation du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa prestation, celui-ci doit en aviser immédiatement l'Assemblée nationale et son représentant par envoi recommandé avec avis de réception postal.

Les deux parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Si, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une difficulté surgit, la collaboration nécessaire des parties les engage à alerter l'autre partie et à se concerter pour mettre en place la solution appropriée dans les meilleurs délais.

Le titulaire devra participer à toutes les réunions auxquelles le représentant de l'Assemblée nationale sollicitera sa présence.

2.2 Équipe du titulaire

2.2.1 Généralités

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire communique à l'administration, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

En cas de changement d'un intervenant à l'initiative du titulaire, la période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives au projet est fixée à dix (10) jours ouvrés.

En cas d'incompétence manifeste d'un intervenant, de faute grave dans l'exécution de sa prestation, de comportement pouvant nuire au bon fonctionnement des services de l'Assemblée nationale ou de non-respect des dispositions du présent CCTP, le titulaire, après notification des faits par l'Assemblée nationale par lettre recommandée avec accusé de réception, s'engage à remplacer l'intervenant dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de cette lettre, par un autre de ses collaborateurs disposant d'une qualification

correspondant aux exigences du présent accord-cadre. À défaut, l'Assemblée nationale pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer ses collaborateurs, préalablement à l'exécution de l'accord-cadre, des dispositions prévues au présent article.

2.2.2 Règles de séniorité

Au titre du présent accord-cadre, les niveaux de séniorité se définissent conformément aux règles suivantes :

- junior : au moins deux (2) ans d'expérience dans le domaine des SI SAP ou des marchés publics, dont un an au moins dans un contexte SAP ;
- senior : au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine précité, dont trois ans au moins dans un contexte SAP ;
- expert : au moins sept (7) ans d'expérience dans le domaine précité, dont cinq ans au moins dans un contexte SAP.

2.3 Pilotage des prestations

Le pilotage des prestations entre le titulaire et l'Assemblée nationale est assuré par des réunions et des échanges formalisés par des courriels ou des publications sur des plates-formes d'échange (documents, comptes rendus, etc.).

Les réunions de lancement, de pilotage et de suivi sont programmées par l'Assemblée nationale. Pour l'organisation et l'animation de ces réunions l'Assemblée nationale sollicite le titulaire en tant que de besoin.

Une réunion de lancement sera convoquée à l'initialisation de l'accord-cadre. Elle aura lieu en présentiel obligatoirement dans les locaux de l'Assemblée nationale.

Les comités de pilotage seront convoqués aux jalons majeurs de la prestation. Ces réunions pourront avoir lieu en visioconférence, sauf avis contraire de l'administration.

Les jalons majeurs de la prestation sont les suivants :

- la troisième et dernière livraison des livrables (UO1) avant publication de l'appel d'offres de la TMA des applications SAP ;
- la remise des offres ;
- la troisième et dernière livraison des livrables (UO2) avant attribution de la TMA des applications SAP.

Les comités de suivi, pouvant prendre la forme d'ateliers de travail, seront convoqués à échéances régulières. Leur rythme pourra être au plus hebdomadaire pendant les phases de rédaction des pièces de marché et d'analyse des offres.

Réunions / Comités	Participants	Objet	Fréquence	Ordre du jour	Préparation + Rédacteur du CR	Contenu du CR
Réunion de lancement	<ul style="list-style-type: none"> Représentant de l'administration (chef de projet de l'administration), Représentant(s) du titulaire (chef de projet) Autre(s) participant(s) invité(s) par l'administration Autre(s) participant(s) invité(s) par le titulaire et accepté(s) par l'administration 	Réunion de lancement avec le titulaire, nécessaire au démarrage effectif des prestations du marché.	1 seule fois au démarrage du projet (sur invitation de l'administration)	Contenu minimal de l'ordre du jour : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation mise en place par le prestataire (équipe, méthodologie, tableau de bord, procédures, outils, etc.) - Planning et jalons proposés - Analyse initiale des risques. 	Titulaire	Support de présentation de la réunion et relevé de décisions. Le compte rendu est adressé au représentant de l'Assemblée nationale dans les trois jours ouvrés suivant la réunion. Il fait apparaître les décisions et les actions à entreprendre par le titulaire ou par l'administration, ainsi que la planification de ces actions. Ce compte-rendu peut être modifié par l'Assemblée nationale. Dans cette hypothèse, le compte-rendu modifié est adressé au titulaire.
Comité de Pilotage	<ul style="list-style-type: none"> Directeurs de l'administration Représentant(s) du titulaire (chef de projet) Autre(s) participant(s) invité(s) par l'administration Autre(s) participant(s) invité(s) par le titulaire et accepté(s) par l'administration 	Comités relatifs au pilotage effectif de la prestation.	Jalons majeurs des prestations (sur invitation de l'administration)	Contenu minimal de l'ordre du jour : <ul style="list-style-type: none"> -Mises à jour de l'organisation, du planning, des risques, -Suivi des actions stratégiques, -Suivi général d'exécution du marché, (avancement, éléments financiers, etc.). - Difficultés rencontrées - Arbitrages à rendre - Planification du prochain comité de pilotage 	Titulaire	
Comité de suivi	<ul style="list-style-type: none"> Représentant de l'administration, Représentant(s) du titulaire Autre(s) participant(s) invité(s) par l'administration Autre(s) participant(s) invité(s) par le titulaire et accepté(s) par l'administration 	Comités relatifs au suivi de la prestation.	Bi-mensuel (sur invitation de l'administration)	Contenu minimal de l'ordre du jour : <ul style="list-style-type: none"> -Parcours des tableaux de bord -Suivi du planning détaillé de la prestation -Suivi des actions et des décisions, -Identification des éventuelles actions correctrices, -Planification des prochains comités de suivi. 	Titulaire	

2.4 Modalités de vérification des prestations du marché

Les opérations de vérification des prestations s'effectuent aux conditions fixées à l'article 13 du CCAP.

2.5 Lieux d'exécution des prestations

L'exécution des prestations se déroule dans les locaux de l'administration ou du titulaire en France Métropolitaine, sauf dérogation de l'administration.

2.6 Accès aux locaux

Conformément à l'article 14 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurités générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

2.7 Hygiène et sécurité

L'Assemblée nationale assure au personnel du titulaire appelé à intervenir dans ses locaux, des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité. L'Assemblée nationale informe le titulaire des consignes de sécurité dans ses locaux.

Le titulaire et son personnel respectent les règles d'hygiène et de sécurité, ainsi que le règlement intérieur et les consignes internes de l'administration destinés à tout intervenant dans les locaux de l'administration (notamment les horaires d'accès aux locaux) qui lui seront communiqués à la notification de l'accord-cadre.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La mission est décomposée en deux unités d'œuvre.

3.1 UO 1 : Assistance à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et au suivi de la procédure de consultation

➤ Description

Les pièces du dossier de consultation des entreprises seront rédigées par l'Assemblée nationale. Le titulaire devra relire l'ensemble de ces pièces et assister la DSI en lui proposant des améliorations à y apporter, en particulier s'agissant :

- du contenu et de la structuration du CCTP ;
- de la définition des unités d'œuvre afin d'optimiser les coûts pour l'Assemblée nationale ;
- de l'élaboration du cadre de réponse technique et des annexes financières ;
- de la définition des critères d'analyse des candidatures et des offres (grille d'analyse).

Est annexé au présent CCTP, le dossier de consultation des entreprises (DCE) de l'appel d'offres 2020AN-16 du marché en cours, tel que publié lors de la précédente consultation.

Ce CCTP sera mis à jour par l'Assemblée nationale. Au début de la prestation, la DSI fournira au titulaire une première version du DCE qui aura été mise à jour, essentiellement pour ce qui concerne le contexte organisationnel et fonctionnel ainsi que le périmètre technique³.

Le titulaire assurera également le suivi de la consultation en fournissant des projets de rédaction des réponses aux questions posées par les candidats potentiels, jusqu'à la date limite de remise des offres (DLRO).

Cette unité d'œuvre est forfaitaire, sur la base de la charge prévue dans son offre en fonction des niveaux de séniorité des différents profils prévus (junior, senior, expert tel que décrit au §2.2.2) et des tâches qui leur sont allouées.

3.2 UO 2 : Assistance au suivi des procédures de passation et au dépouillement des offres des soumissionnaires

➤ Description

Après la remise des offres, le titulaire doit analyser et évaluer l'ensemble des candidatures et des offres sur la base de la grille proposée dans le cadre de la prestation UO1 et est chargé de proposer un classement en fonction des critères de sélection retenus. Il rédigera un argumentaire conforme aux principes de la commande publique à l'appui de la notation proposée. Ces éléments sont destinés à être intégrés au rapport d'analyse qui sera rédigé par la DSI puis relu et complété par les services juridiques et les autorités administratives de

³ Le CCTP fourni au titulaire décrira le périmètre technique et la stratégie d'évolution des systèmes SAP, incluant les principales évolutions menées depuis la précédente consultation : portail RH et guichet unique d'accès centralisé aux applications de gestion, déclaration des revenus à la source (DSN), mise en place du module MM pour les achats et les stocks, conversion S4/HANA, déploiement d'outils décisionnels, gestion de l'AGRAN, archivage.

l'Assemblée nationale en vue de l'attribution des lots du marché aux futurs titulaires par le Collège des Questeurs.

Le titulaire doit prévoir deux revues de lecture suivies de mises à jour des livrables.

➤ **Niveau de complexité des unités d'œuvre**

Cette unité d'œuvre est forfaitaire, sur la base de la charge prévue dans son offre en fonction des niveaux de séniorité des différents profils prévus (junior, senior, expert tel que décrit au §2.2.2) et des tâches qui leur sont allouées.

À chaque unité œuvre (UO 2) ci-dessous est associé un niveau de complexité apprécié et fixé par l'Assemblée nationale :

- UO2-1 : UO simple correspondant à l'analyse d'une (1) à deux (2) offres ;
- UO2-2 : UO moyenne correspondant à l'analyse de trois (3) à six (6) offres ;
- UO2-3 : UO complexe correspondant à l'analyse de sept (7) à dix (10) offres.

Dès la remise des offres, l'administration passera commande de l'unité d'œuvre correspondant au niveau de complexité approprié.

4. DELAIS D'EXECUTION DE L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUES

4.1 Calendrier prévisionnel

- Notification du marché : mi-décembre 2025
- Réalisation de l'UO1 : janvier-février 2026
- Réalisation de l'UO2 : mars- juin 2026

4.2 Livrables attendus et délais

Le titulaire s'assure de rendre tous les livrables en se conformant aux délais figurant au tableau ci-dessous :

Pilotage		Livrables	Délais de remise des livrables	Délais de vérification
Réunion de lancement 5 comités de pilotage comités de suivi bimensuels		Convocation et ordre du jour Compte-rendu	1 semaine avant la réunion 3 jours ouvrés suivant la réunion	Vérification par l'Assemblée nationale dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la remise du livrable
Assistance à la passation du futur marché		Livrables	Délais de remise des livrables	Délais de vérification
UO1	Assistance à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et des réponses aux questions posées par les entreprises pendant la phase de consultation	Pièces du DCE (CCTP, annexes, annexe financière, critères, cadre de réponse technique) (trois versions maximum) Grille d'analyse (trois versions maximum). Deux ateliers de revues de lecture du DCE et de la grille d'analyse Projets de réponses aux questions des candidats. Tableau de bord de suivi de la procédure, le cas échéant.	Définis dans le bon de commande Prévision de fin de prestation : février 2026	Vérification par l'Assemblée nationale dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la remise du livrable (2 jours s'agissant des projets de réponses aux questions des candidats)
UO2	Assistance au suivi de la procédure de passation et au dépouillement des offres des soumissionnaires	Rapport d'analyse des candidatures et des offres (trois versions maximum). Deux ateliers de revues de lecture du rapport d'analyse	Définis dans le bon de commande Prévision de fin de prestation : juin 2026	Vérification par l'Assemblée nationale dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la remise du livrable

4.3 Modalités de commande communes à l'ensemble des UO

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de l'administration selon les modalités décrites à l'articles 11 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

5. ANNEXE 1 –DCE DU MARCHE EN COURS

L'annexe 1 fait l'objet de documents séparés du présent CCTP.